

Vanessa Ruget

CAPC, Centre d'Etude et de Politique Comparée, Université Montesquieu, Bordeaux IV

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES POLITISTES AMÉRICAINS

En 1997, à l'occasion de la convention de l'Association Américaine de Science Politique (APSA), Ralph Nader, célèbre leader de *Global Trade Watch* et candidat vert à l'élection présidentielle, provoqua en ces termes les politistes présents à son discours : « *Vous étudiez tous le pouvoir, il est donc bien étrange que je ne connaisse personne au pouvoir qui n'ait qu'un tant soit peu peur des politistes ! Avec vos recherches, les éléments que vous publiez et la façon dont vous enseignez, vous, les politistes, avez réussi à vous rendre totalement inutiles ("irrelevant'y au monde de la politique et du pouvoir" »!*

La question du rapport entre la recherche théorique et l'engagement se pose en effet pour les chercheurs américains en science politique avec peut-être encore plus de vivacité que pour nous, pour plusieurs raisons qui vont être développées ci-après. En témoin d'ailleurs le thème retenu pour le meeting annuel de l'Association en 1999 : « *La Science Politique et le Monde de la Politique et des Politiques : Contribution et Impact* »².

Tout d'abord, il n'est pas inutile de rappeler que la science politique américaine occupe une place particulière dans les histoires intellectuelles mais également symboliques de ses homologues françaises, allemandes, britanniques et autres. La discipline étasunienne s'est en effet constituée comme modèle légitime. Elle impose ses critères et exerce une domination relative. Publier en anglais et si possible dans une revue américaine, connaître et maîtriser les paradigmes et méthodes américains sont de plus en plus couramment des points de passage obligés pour les chercheurs en science politique.

Plus prosaïquement, il faut souligner la supériorité quantitative de la science politique américaine. Forte d'un effectif (approximatif) de 15000 diplômés d'une maîtrise ou d'un doctorat en science politique, d'une association nationale qui compte au total 16040 adhérents (c'est à dire 13387 membres individuels et 2653 membres institutionnels), de 347 programmes de science politique (uniquement 152 d'entre eux offrent un doctorat) la discipline arbore des dimensions qui limitent toute comparaison directe avec ses consœurs (230 enseignants titulaires de science politique en France selon Jean-Baptiste Legavre³). Indubitablement, plusieurs traits de la société américaine (l'individualisme, le pragmatisme, le souci d'efficacité, mais aussi la richesse des fondations et des universités) ont joué un rôle moteur pour le développement des sciences sociales.

En outre, la science politique aux Etats-Unis est bien connue pour sa quête incessante d'une scientificité qu'elle jalouse à des disciplines comme l'économie et son attrait indéfectible pour les méthodes quantitatives et la mathématisation des problèmes. Les deux programmes de recherche les plus visibles au cours de ces 50 dernières années, à savoir le behaviorisme et la théorie des choix rationnels, illustrent l'attrait durable de la science politique pour l'économie, ses modèles mathématiques et ses méthodes quantitatives. Celles-ci occupent d'ailleurs une

1 Repris par Robinson T., "Service learning as justice advocacy : can political scientists do politics ?", *PS : Political science and politics*, septembre 2000, p. 605-612.

2 Cf. 2001 Call for Papers, sur le site de l'Association : www.apsanet.org.

3 Legavre J.B., "Une discipline en chaire. L'initiation à la science politique dans le cursus universitaire au milieu des années quatre-vingt-dix", in Favre P., Legavre J.B., *Enseigner la Science Politique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 40. La situation de la science politique n'est pas exceptionnelle. De nombreuses autres sciences sociales sont effectivement avant tout américaines. C'est le cas de la sociologie puisque, selon une enquête datant de 1990, 59,9% de la publication sociologique est d'origine américaine et 79,17% est rédigée en langue anglaise, cf. Cuin C.H., Gresle F., *Histoire de la Sociologie*, tome 2 : Depuis 1918, Paris, La découverte, 1992, p. 105).

place de choix dans la discipline, que ce soit au niveau de la recherche et de la publication, des programmes scolaires ou des critères de recrutement professionnel⁴. Cette suprématie des méthodes quantitatives et de l'approche scientifique des faits politiques qu'incarne la *rational choice theory* se manifeste en premier lieu dans les pages de la revue phare de la science politique américaine, *The American political science review* (par exemple, 26 % des articles y relèvent directement de la théorie des choix rationnels⁵). Au point d'ailleurs qu'un nombre significatif de chercheurs se soient regroupés autour du comparatiste Sven Steinmo lorsqu'il a lancé un appel en décembre 1998 afin de « rendre la revue à ses lecteurs », en se faisant notamment élire au conseil de l'APSA.

Mais, de façon assez complexe, cette neutralité affichée a longtemps caché (et cache encore dans une moindre mesure) une validation des postulats libéraux sur lesquels repose le régime américain. La discipline a en effet toujours entretenu une relation privilégiée avec le libéralisme⁶. A certaines périodes, notamment celle de la guerre froide, elle se mit même parfois directement au service du gouvernement. L'expérience politique américaine, écrit à ce sujet James Ceaser, est inséparable du développement de la science politique et ce à un degré qui dépasse de loin toute autre nation⁷. A plus forte raison parce qu'ils sont issus de la

classe moyenne et occupent de part leur titre d'universitaire une position sociale reconnue dans la société américaine, la plupart des politistes américains acceptent en effet sans réserves les hypothèses de la démocratie libérale et du capitalisme économique⁸. La question des dangers de la politisation de la recherche s'y est donc largement posée et reste encore d'actualité.

Une réflexion sur l'engagement du chercheur en science politique aux Etats-Unis à examiner à la fois la problématique du rapport aux valeurs et de la neutralité de la recherche mais aussi et surtout celle de la pertinence de cette dernière (*relevance*) par rapport au pouvoir et à la communauté en général.

A partir des quatre modèles idéaux typiques exposés par Philippe Corcuff pour analyser la dialectique engagement / distanciation (« illusions du non-engagement », « tout marxiste », « conseiller du prince » et « intellectuel universel⁹ »), nous proposons de montrer au fil de notre développement que tandis que le second et le dernier ne correspondent que peu au contexte de la science politique américaine, l'illusion du non-engagement est toujours d'actualité tandis que l'implication en tant qu'experts est sans doute la dimension du sujet qui interroge le plus les acteurs eux-mêmes.

Cette réflexion bute néanmoins sur un certain nombre de difficultés qu'il convient de résumer ici.

Il ne faut tout d'abord pas sous-estimer l'extrême diversité de cette discipline. De dimensions intimidantes, elle est aussi tota-

⁴ "The qualitative/quantitative disputation : Gary King, Robert O. Keohane and Sidney Verba's Designing Social Inquiry : Scientific Inference in Qualitative Research", *American political science review*, 89 (2), 1995.

⁵ Dow J., Munger M., " Public choice in political science : We don't teach it but we publish it ", *PS: Political science and politics*, décembre 1998, p. 604-609.

⁶ Ici pris bien sûr dans son acception anglo-saxonne c'est à dire, sur le plan de la culture politique, l'attachement aux droits fondamentaux, à la modération constitutionnelle, à la tenue fréquente d'élections, la valorisation de la compétition entre partis politiques et la foi en un gouvernement limité.

⁷ Ceaser J., *Reconstructing America*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1997.

⁸ Benjamin Lippincot écrit par exemple : « La vérité, c'est que les politologues n'ont jamais remis en question les fondations mêmes de l'ordre capitaliste », Lippincot B., "The bias of American political science", *Journal of politics*, 2 (2), 1940, p. 125-139.

⁹ Corcuff P., "Le Sociologue et les acteurs : épistémologie, éthique et nouvelles formes d'engagement", *L'Homme et la société*, 131, 1999, p. 135-148. Lui-même s'inspire de l'œuvre de Norbert Elias, *Engagement et Distanciation*, Paris, Fayard, 1993 [1983].

lement décentralisée¹⁰ : les diplômes, le contenu des cours, comme pour toutes les autres disciplines académiques, n'y sont pas garantis par un contrôle national. Ils sont fonction du prestige et des moyens de l'université. Difficile donc d'émettre des affirmations qui valent à la fois par exemple pour les prestigieux établissements de l'Ivy League et les petits « community colleges ».

De surcroît, il s'agit d'un champ du savoir éclaté, souvent accusé de n'être qu'un enchevêtrement de domaines de recherche (« *subfields* ») peu cohérents les uns par rapport aux autres¹¹. Ces divisions de la discipline obéissent à deux grandes logiques générales. L'attachement à diverses méthodes de travail, à différentes traditions de recherche et surtout l'inscription au sein de domaines de spécialisation rendent compte des partages « horizontaux » de la discipline. On distingue traditionnellement entre huit grands secteurs de recherche (Etude des Phénomènes Politiques Américains, Politique Comparée, Relations Internationales, Méthodologie, Théorie Politique et Philosophie Politique, Droit et Affaires Pénales (*Law and Courts*), Politique Publique, Droit Public). En réalité, l'APSA n'identifie pas moins de 92 « *subfields* » distincts dans ses index. D'autre part, la prise en compte progressive des inégalités de représentation au sein de la discipline explique les processus de fractionnement sur un plan plus vertical : remise en cause d'un « *establishment* », re-

vendications minoritaires diverses (femmes, minorités ethniques, homosexuels), contribuant à diviser la profession en groupes identitaires.

Pour ce faire, nous avons exploité à la fois les recherches déjà effectuées sur le sujet aux Etats-Unis et les acquis de notre thèse¹², éléments que nous avons complétés par une petite enquête effectuée par le biais du courrier électronique. Le questionnaire, directif, ne comportait que 6 questions et fut envoyé à des politologues sélectionnés au hasard grâce aux listes des départements de science politique fournis par l'APSA¹³. 48 questionnaires valides sur 172 envoyés ont été retournés et ont pu être exploités. L'échantillon se compose de 8 femmes (17%, ce qui est assez proche du taux général de la discipline qui est selon l'APSA de 21,1%), et la moyenne d'âge est de 46 ans et demi (ce qui démontre qu'il n'est pas biaisé en faveur des chercheurs les plus jeunes, sans doute les plus susceptibles de consulter régulièrement et avec aisance leur courrier électronique).

Ces différentes informations permettent de dégager plusieurs niveaux d'interrogation (bien sûr fortement interdépendants). A noter que face à la complexité et la multitude des pistes soulevées par ce sujet, nous avons pris le parti de concentrer notre attention sur la période actuelle en ne faisant qu'évoquer ce qui constitue pourtant une dimension importante de la question, à savoir l'implication de la recherche et des chercheurs pendant la guerre froide. Dans la mesure où ces éléments sont aujourd'hui connus, il nous a semblé plus judicieux de

¹⁰ Cf. Douglas C. Bennett, "New connections for scholars : the changing missions of a learned society in an era of digital networks", Occasional Paper n°36, que l'on peut obtenir sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.acls.org/op36.htm> Il rappelle en effet que non seulement les institutions d'enseignement supérieur sont totalement indépendantes les unes des autres mais que, de surcroît, les différents départements fonctionnent de manière autonome à l'intérieur d'une même université.

¹¹ Bien sûr, la science politique n'est pas la seule discipline à être ainsi victime d'un phénomène de scissiparité ; la philosophie et la sociologie sont par exemple également fortement fragmentées tandis que la linguistique et l'économie tendent à être beaucoup plus unifiées, cf. Dogan M., Pahre R., *L'Innovation dans les Sciences Sociales, la marginalité créatrice*, Paris, PUF, 1991.

¹² Ruget V., "La Science politique américaine et son association, étude d'une communauté scientifique", soutenue le 28 avril 2000 à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

¹³ Le site Internet de l'Association Américaine de Science Politique recense la quasi-intégralité de ces programmes et il est ensuite aisé de visiter les sites des universités et d'y trouver les coordonnées électroniques des universitaires. Le choix des personnes interrogées fut totalement aléatoire à ceci près que nous avons veillé à avoir un taux significatif de femmes dans l'échantillon.

privilégier une approche centrée sur le présent¹⁴.

UN DOUBLE HANDICAP: L'ANTI-INTELLECTUALISME ET LES CONTRAINTES DE LA VIE ACADÉMIQUE

Deux particularités relatives à l'univers scientifique américain doivent être rappelées ici : tout d'abord sur un mode symbolique, la position particulière de l'intellectuel américain ; d'autre part, sur un plan plus matériel, les logiques contemporaines du monde universitaire.

Ainsi, une réflexion sur l'engagement des chercheurs américains ne peut passer outre le constat suivant : ceux-ci dans leur ensemble souffrent d'un handicap majeur dans la mesure où la figure de l'intellectuel, ou ici du chercheur, y occupe une place dominée. L'attaque la plus fameuse contre les universitaires étant encore sans doute à ce jour l'ouvrage de R. Kimball, *Tenured Radicals, How Politics Has Corrupted our Higher Education*, accusant les professeurs titularisés de mettre à profit leur position « d'indéboulonnables » pour subvertir les valeurs du pays (s'entend en raison de leurs idées généralement plus libérales).

On observe en effet outre-Atlantique une traditionnelle méfiance envers l'intellectuel et le professeur d'université¹⁵. Cet état de fait n'a pas échappé à Loïc Wacquant pour qui, avec l'influence croissante des critères de rentabilité et d'efficacité, « la suprématie

plus affirmée que jamais du capital économique sur le capital culturel dans le champ du pouvoir », a encore davantage dévalorisé la figure de l'intellectuel. Aux Etats-Unis, être un universitaire c'est être de façon impardonnable trop peu, voire pas du tout productif¹⁷. Ou encore, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, le professeur d'université, détenteur de capital culturel, se positionne d'emblée plutôt du côté des dominés¹⁸. Dès lors, la titularisation des professeurs d'université est de plus en plus souvent perçue comme une pratique archaïque qui les éloigne d'une logique de responsabilisation et qui empêche les administrateurs d'user de flexibilité pour s'adapter aux conditions socio-économiques.

Cette position peu confortable d'improductif notoire est aggravée par la concurrence impitoyable des « *think tanks* », instituts de recherche et de conseil en politique publique, principalement concentrés sur la côte est du pays et qui se chargent de produire des rapports concis et « respectables » à destination des décideurs politiques et économiques (exemples célèbres : Manhattan Institute, Héritage Foundation)¹⁹. A noter d'ailleurs qu'une proportion croissante d'étudiants en science politique, munis de leurs doctorats et forcés de trouver une solution de repli face à la situation peu prometteuse du marché de l'emploi académique, se tournent vers ces agences de conseils pour y chercher du travail. En comparaison, les travaux plus distants, généralement moins engagés et plus théoriques de l'universitaire ne passionnent pas les foules.

Paul Lazarsfeld faisait le même constat dès 1958, remarquant au cours de son enquête sur l'esprit académique en période de crise que, de manière générale, les *social scientists* se perçoivent comme une minorité occupationnelle par rapport à laquelle des sec-

¹⁴ Pour plus de détails à ce sujet consulter notamment : Gunnell J.G., "The historiography of American political science", in Gunnell J.G., Graziano L., éd., *The Development of Political Science*, Londres et New York, Routledge, 1990 ; Ball T., "American political science in its postwar context", in Farr J., Seidelman R., éd., *Discipline and History, political science in its postwar context*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1993 ; Hoffmann S., "Tendances de la science politique aux Etats-Unis", *Revue française de science politique*, 7, 1957, p. 913-932.

¹⁵ New York, Harper and Row, 1990.

¹⁶ Cf. Jacoby R., *The Last Intellectual, American culture in the age of academe*, New York, Basic Books, 1987.

¹⁷ Wacquant L., "Misères des *academics* américains", *Liber*, Supplément de *Actes de la recherche en sciences sociales*, 111-112, 1998.

¹⁸ Bourdieu P., *Homo Academicus*, Paris, Editions de Minuit, 1984, notamment le chapitre deux.

¹⁹ Halimi S., "Les boîtes à idées de la droite républicaine", *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

teurs significatifs de la communauté n'ont qu'une sorte de mépris²⁰. L'universitaire est accusé pêle-mêle de travailler moins tout en gagnant plus (trop), de s'intéresser exclusivement à sa propre recherche en négligeant les étudiants (étant peu disponible et se préoccupant uniquement des étudiants *graduate* qui peuvent l'épauler dans ses recherches) ou encore de gâcher les ressources académiques (en moyenne un professeur sur dix uniquement parvient à faire une contribution pertinente dans son domaine d'étude). En réalité et sans rentrer dans trop de détails ici, les faits contredisent en grande partie ces accusations récurrentes²¹.

Dès lors, il semble peu opportun de reprendre dans le cadre de la science politique américaine la catégorie de « l'intellectuel universel » Hormis quelques exceptions confirmant la règle (Robert Putnam et son célèbre *Boiling A town*, John Rawls, Samuel Huntington, Stanley Hoffman, Benjamin Barber...), peu de chercheurs en science politique font entendre leurs voix dans le débat public de manière significative. Comme le regrette ainsi un comparatiste de l'Université de Tulane ayant répondu à l'enquête, la discipline a perdu : « *cette tradition de la théorie critique et engagée qui existait dans la science politique américaine il y de cela plusieurs décennies, notamment parmi les immigrants d'Europe* » (cf. T. Adorno, K. Popper, Léo Strauss...).

Ainsi et à titre d'exemple, un dictionnaire anglo-américain des grands noms de la pensée politique au XX^e comportant 174 entrées, met en exergue le manque de visibilité des politistes universitaires ne serait-ce que dans un cadre plus vaste que celui de leur spécialité. Il ne mentionne en effet qu'un tout petit nombre d'entre eux : Robert Dahl, Harold Laski, Charles E. Lindblom, Walter

Lippman, Michael Sandel, Léo Strauss et Eric Voegelin²².

En outre, les logiques académiques aujourd'hui en vigueur n'encouragent pas l'esprit critique et les prises de position publique. Tout d'abord parce que le marché académique souffre d'une pénurie sérieuse de postes, mais aussi parce que les critères de recrutement (publication dans des revues comme *l'American political science review*, *World politics* ou le *Political research quarterly* qui font la place belle aux approches quantitatives), jouent en faveur d'une discipline sophistiquée et peu accessible à un public plus large. Tout politologue, à plus forte raison s'il n'est pas encore titularisé, a plutôt intérêt à éviter de se lancer dans les activités de conseil ou à briguer des postes politiques ou mandats électoraux. Certains départements pénaliseraient même ouvertement leurs membres qui choisissent de mener des activités politiques en leur refusant des bourses de voyage, en réduisant l'aide à la recherche et l'enseignement qu'ils reçoivent, voire même en diminuant leurs salaires²³. Comme le souligne ainsi un politologue de Kent State University ayant répondu au questionnaire : « *Alors que les politistes ont tourné leurs regards « à l'intérieur » afin d'atteindre leurs buts professionnels (titularisation, avancement), nous avons perdu toute utilité à l'égard d'un public plus large. (...) Malheureusement, les médias ne frappent pas vraiment à notre porte, en nous suppliant de venir nous exprimer sur les ondes (...). A la place, les nouvelles organisations tendent à utiliser leurs propres spécialistes, les membres de ce que l'on appelle la 'punditocracy' plutôt que des universitaires* ».

C'est ce que plus pragmatiquement certains appellent le problème du « marché » des disciplines académiques. Comme l'écrivent

²⁰ Lazarsfeld P., *The Academic Mind*, Illinois, The Free Press of Glencoe, 1958.

²¹ Cf. LeVive A., "How the Academic Profession is Changing", *Daedalus*, 126, 1997.

²² Benewick R., Green P., *The Routledge Dictionary of Twentieth Century Political Thinkers*, seconde édition, Londres et New York, Routledge, 1998.

²³ Kaufman R., "Politics as a vocation, praxis and political engagement", *PS : Political science and politics*, septembre 1990, p. 425-427.

deux chercheurs canadiens s'étant penchés sur les attitudes politiques de leurs collègues universitaires, les principaux « marchés » sur lesquels peuvent « vendre » les productions intellectuelles sont principalement : le monde universitaire lui-même, le public éduqué, les médias de masse et différentes organisations telles que les syndicats, les associations citoyennes²⁴... Autant de cercles regorgeant de spécialistes qui se posent dans le même temps en concurrents directs des universitaires en grignotant une partie de leur éventuel monopole de la parole scientifique. Ce qui incitent finalement ces derniers, par une logique tout à fait pernicieuse, à protéger leur crédibilité en en se dotant d'un jargon scientifique et en dévalorisant toute forme de production universitaire qui ne respecte pas ces principes et qui aspire à se « vendre » auprès d'un plus grand public²⁵.

Autre point à prendre en compte, le problème du financement de la recherche continue de peser sur la liberté de production des chercheurs. Selon l'un des politistes interrogés, les financements provenant des fondations privées sont rarement neutres, celles-ci étant selon ses propres termes « soit très à gauche soit très à droite ». Ce qui confirme les attaques de Joan Roelofs, radical de gauche, auteur d'une critique virulente sur le financement souvent peu orthodoxe de la discipline par les fondations. Il indique en effet que les fondations libérales (Rockefeller, Ford, Carnegie) généralement considérées comme objectives et uniquement soucieuses de l'avancement de la science, ont en réalité, autant que les fondations conservatrices (Olin, Héritage), aiguillé la science politique

vers une certaine idéologie et des programmes de recherche spécifiques²⁶.

Quant au financement public, à 90% assuré par la National Science Foundation il est en chute libre depuis plusieurs années. La NSF étant une agence gouvernementale, c'est le Congrès qui en contrôle les finances. De façon tout à fait révélatrice, Miriam Golden, politologue, résume en ces termes sa discussion récente avec des administrateurs de l'institution : « *Le Congrès continuera de financer les sciences sociales uniquement si ses praticiens peuvent démontrer que les connaissances qu'ils produisent sont du même acabit que celles produites par les sciences médicales, c'est à dire qu'elles contribuent à améliorer le bien public. Les membres du Congrès sont fatigués des batailles idéologiques qui caractérisent les champs n'ayant pas de hiérarchie claire de la connaissance. (...). Ils veulent savoir pour quoi ils paient et la connaissance pour la connaissance ne mérite pas, selon eux, d'être financée* ».²⁷

C'est d'ailleurs en partie en raison des difficultés éthiques que peuvent poser l'origine et les conditions du financement de la recherche que l'Association Américaine de Science Politique avait décidé en 1967 de mettre sur pied un comité chargé d'élaborer un guide éthique pour les membres de la profession. En effet, les années d'après guerre avaient été scandées par plusieurs « scandales » (Affaire Camelot²⁸ par exem-

²⁴ Nakhaie R., Brym R.J., "The political attitudes of Canadian professors", *Canadian journal of sociology*, 24 (3), 1999, p. 329-353.

²⁵ A noter que comme l'affirme à bon escient une politologue de l'Université du Colorado : « *Parfois, il y a des sujets qui, bien qu'ils soient de la plus haute importance, ne sont pas repris dans les médias et débattus publiquement* ».

²⁶ Roelofs J., "Foundations and political science", *New political science*, 23, 1992, p. 3-27.

²⁷ Cité par Lupia A., "Evaluating political science research : information for buyers and sellers", *PS : Political Science and Politics*, mars 2000, p. 7-13.

²⁸ « Project Camelot » est un épisode précis de la science politique américaine mais le terme est communément employé pour faire référence à l'implication de la discipline en faveur des intérêts de la politique étrangère américaine. Le but de Project Camelot, qui a duré un an environ (1964), était de conduire une étude devant déterminer la faisabilité de l'élaboration d'un « modèle général de système social » permettant à la fois d'influencer et de prédire l'avenir politique des pays en voie de développement (essentiellement l'Amérique Latine). Il fut soutenu par l'armée et

pie mais aussi implication de l'Association dans une affaire liée à la CIA²⁹). Ce comité d'éthique a produit un texte révisé 23 fois pour inclure de nouveaux types de questions morales (exemple du harcèlement sexuel). Composé de 21 lois de conduite professionnelle, il traite des relations entre étudiants et professeurs, de la conduite des employés et dirigeants de l'Association, de la liberté et de l'intégrité de la recherche ainsi que des activités politiques des universitaires. Celles-ci sont abordées dans le principe 12 et y sont ainsi présentées : « *Le professeur de « collègue » ou d'université est un citoyen, et comme tout autre citoyen, il doit être libre de s'engager dans des activités politiques tant que celles-ci sont compatibles avec ses obligations d'enseignant et de chercheur. Un service efficace d'universitaire est souvent compatible avec certaines activités politiques, par exemple occuper un poste à temps partiel dans un parti politique ou officier dans une agence de conseil gouvernementale. Lorsqu'un professeur s'engage à temps plein dans une activité politique, par exemple en détenant un mandat législatif local, il ou elle doit se mettre en congé sabbatique de son institution. Dans la mesure où*

le département de la défense et fut prématurément stoppé en raison des protestations de certains pays et de conflits d'intérêts au sein du gouvernement américain, cf. Horowitz I.L., éd., *The Rise and Fall of Project Camelot, Studies in the relationships between social sciences and Practical Politics*, Cambridge, MIT Press, 1967. Très révélateur aussi est le cas du Centre d'Etudes Internationales du MIT (CIS) créé en 1958 et qui visait à associer les meilleurs chercheurs en sciences sociales, les ingénieurs et le gouvernement afin de savoir ce qui se passait derrière le rideau de fer. Financé par la CIA et composé de membres aussi prestigieux que Lucien Pye, David Learner ou Walt W. Rostow, le centre vit son image se ternir à la fin des années 1960. Accusé de connivence avec le pouvoir, il dut progressivement réorienter ses objectifs et son financement vers plus de neutralité.

29 En 1967, court la rumeur que M. Kirpatrick, directeur exécutif de l'APSA et M. Kampleman, son trésorier, ont bénéficié de fonds en provenance de la CIA pour financer un organisme privé de recherche (Operations and Policy Research, Inc.), voir par exemple : Sheenan N., "Aid by CIA put in the millions, group total up", *The New York Times*, 19 février 1967, p. 1 et 32, ainsi que le rapport de G. Almond, T. Cole, D. Truman et H. Pritchett publié dans *American political science review*, 73, 1967, p. 565-568.

les activités politiques des politistes sont à la fois légitimes et socialement importantes, les universités et « collèges » doivent avoir des arrangements institutionnels pour permettre de telles activités, notamment la réduction de la charge de travail de l'enseignant ou un congé sabbatique soumis à un système équitable de compensation. Un universitaire qui désire prendre un congé sabbatique pour d'engager dans des activités politiques doit reconnaître qu'il ou elle a des obligations prioritaires vis à vis de son institution et qu'il se doit de progresser en tant qu'enseignant et chercheur. Il doit considérer les problèmes qu'un congé peut créer pour l'administration, ses collègues et les étudiants et ne pas abuser de ses privilèges en exigeant des congés trop fréquemment, ou trop tard, ou pour une période de temps trop longue. Un congé sabbatique de ce type de doit pas affecter le statut de la titularisation des universitaires. Des problèmes spécifiques apparaissent lorsque les départements ou les écoles adhèrent ou promeuvent des activités politiques ou des politiques publiques au nom de l'ensemble de leurs membres. L'un des objectifs de la titularisation -protéger les enseignements peu populaires ou peu orthodoxes- est mis à mal si la majorité des membres de l'université adhèrent ou promeuvent une position politique particulière au nom de l'université. Les départements doivent adhérer de manière stricte à la règle qui veut que les universitaires qui souhaitent adhérer ou promouvoir une position ou une activité politique le fassent en leur propre nom et sans y lier leurs collègues. Les départements en tant que tels ne doivent pas prendre de position politique ».

Il faut cependant de garder de prêter à ce comité et à ce texte plus d'importance qu'ils n'en ont en réalité au sein de la discipline. Ainsi le comité n'a été saisi que 48 fois entre 1983 et 1993, essentiellement pour des problèmes relatifs à l'édition, au recrutement, aux conditions de travail et aux libertés académiques³⁰.

³⁰ Brehio A., Brintnall M., "The committee on professional ethics, rights and freedom : overview

C'est donc avec ces divers éléments en tête (crédibilité amoindrie de l'universitaire, contraintes académiques fortes) que l'engagement, ou plutôt « les engagements », des politistes américains doivent être analysés. Pouvant difficilement prétendre à la posture de l'intellectuel universel, et, rarement inspirés par une perspective marxiste, ceux-ci aspirent plutôt à une fonction d'expert ou de conseiller du Prince. En outre, les liens indiscutables que la discipline a noués avec le modèle du libéralisme américain rendent compte d'un engagement plus global se traduisant concrètement aujourd'hui par exemple par la volonté de nombreux politistes de favoriser l'engagement civique de leurs étudiants.

LA POLITIQUE DES POLITISTES AMÉRICAINS

Avant de se pencher plus précisément sur les formes de leurs engagements, il est opportun de rappeler succinctement comment les politistes américains se positionnent par rapport aux idées et aux partis politiques.

Positionnement Politique

De manière générale, les universitaires américains sont beaucoup plus libéraux que le reste de la population américaine. Une enquête du *Roper Center for Public Opinion Research* indique que, toutes spécialités confondues, les universitaires se définissent à 17% comme conservateurs (contre 35 pour le reste de la population), à 43% comme modérés (contre 42%) et à 37% comme libéraux (contre 17%), tandis que 4% ne savent pas ou refusent de répondre (contre 5%)³¹.

Les sciences sociales sont elles-mêmes les plus libérales, la science politique se trouvant *grosso modo* à mi-chemin entre les économistes, traditionnellement plus conser-

vateurs et les sociologues et anthropologues, plus libéraux. Ainsi, 60% des politistes américains se définissent comme libéraux (dans le sens anglo-saxon c'est à dire attachés aux libertés fondamentales) d'après les travaux de Naomi B. Lynn (qui elle-même s'inspire de ceux de S. M. Lipset)³². Compilant plusieurs enquêtes, N. B. Lynn a montré la forte affiliation des politistes américains avec le parti démocrate (73,7% en 1959, 73,4% en 1970, 74% en 1976 et 61,19% en 1981). Le déclin observé sur la fin ne correspondant pas d'ailleurs à une plus grande reconnaissance dans le parti républicain (le nombre de sympathisants passant de 16,4% à 10,04% de 1959 à 1981) mais à une augmentation du taux d'indépendants (22,39% en 1981 contre seulement 8% en 1959).

Notre propre enquête a donné les résultats suivants (la question était posée comme suit : « *vous définiriez-vous comme plutôt libéral, libéral modéré, plutôt conservateur, conservateur modéré, autre (expliquez)* ») : quinze se sont définis comme étant plutôt libéraux, onze comme étant modérément libéraux, cinq comme modérément conservateurs, six comme modérés (c'est-à-dire au centre) que l'on peut sans doute ajouter aux quatre qui ont déclaré adhérer à une synthèse pragmatique (libéraux pour les questions sociales et conservateurs pour les questions économiques) ; un politologue s'est déclaré comme plutôt conservateur, un comme socialiste, un comme social-démocrate, un comme anarchiste et enfin trois ont préféré ne pas répondre à la question.

Pour ce qui est de la sympathie partisane (question posée : « *de quel parti politique*

and status report", *PS : Political science and politics*, septembre 1993, p. 591-595.

³¹ Cf. "National faculty survey regarding the use of sexual and racial preferences in higher education" conduite par le Roper Center for Public Opinion Research, disponible sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.nas.org/reports/roper/exsum.htm>

³² Lynn N.B., "Self Portrait : profile of political scientists", in Finifter A., ed., *Political Science, The State of the Discipline*, tome 1, Washington APSA, 1983, p. 96-123. L'article de S. M. Lipset et E. C. Ladd intitulé "The politics of American political scientists" fut publié dans le numéro de printemps 1971 de la revue *PS : Political science and politics*, p. 135-144. Autre enquête ayant produit des résultats comparables : celle de Turner H.A. et Hetrick C.A., "Political activities and party affiliations of American political scientists", *The western political quarterly*, 25, 1972, p. 361-374.

américain vous sentez-vous proche ? »), voici les résultats que nous avons obtenus :

- parti démocrate : 25 (52,2%)
- parti républicain : 5 (10,41%)
- parti vert (Ralph Nader) : 5 (10,41%)
- Cross/vote, aucun : 10 (20,8%)
- Autre : New Party : 1 (2%)
- N'ont pas souhaité répondre : 2 (4,16%)

Ces résultats, quoique à manier avec précautions en raison de la taille réduite de l'échantillon, confirment donc globalement les recherches menées à ce sujet.

Plusieurs éléments sont avancés pour expliquer cette orientation comme par exemple la sur-représentation de la classe moyenne dans les origines sociales des politistes (qui joue en réalité très peu comme l'a montré S. M. Lipset) et la tendance toute naturelle des individus en faveur des changements sociaux à s'intéresser à la politique et donc à rejoindre la discipline. S. M. Lipset et E. C. Ladd, ayant dirigé l'une des enquêtes les plus complètes sur la politisation des universitaires, celle commandée et financée par la *Carnegie Corporation* et qui a consisté à enquêter auprès de 60000 professeurs d'Université, postulent également l'existence d'une sorte d'effet de reproduction : « Une discipline donnée, préoccupée par ses problèmes spécifiques, possédant ses propres références et liens avec le monde universitaire recrute des individus dont les intérêts et les valeurs sont compatibles avec ces éléments »³³.

Quoiqu'il en soit, et il est opportun de le rappeler ici, la gauche radicale se sent généralement exclue de la discipline³⁴. Le marxisme, qui aurait pu être le catalyseur de controverses politiques virulentes, n'occupe pas une place significative dans les départements de science politique contrairement par exemple à ce que l'on observe au-

jourd'hui dans ceux de littérature ou d'études féministes. Ce qui explique par exemple les propos de Paul Thomas, professeur de science politique d'inspiration marxiste à l'Université de Californie à Berkeley, qui constate : « je suis un outsider par-tout »³⁵. Voir encore cette déclaration de Carol Mershon, professeur assistant à l'Université de Virginie : « Il n'y a rien à gagner aujourd'hui dans le fait d'être marxiste. Il est plus opportun de dire la même chose que tout le monde »³⁶.

Engagement

De manière un peu arbitraire, mais qui s'impose pour plus de clarté démonstrative, il est possible de distinguer entre l'engagement individuel et l'engagement dans la recherche. Un paragraphe particulier s'impose pour évoquer le cas tout à fait particulier de l'éducation civique.

Sur le plan de l'engagement individuel, la discipline s'enorgueillit d'avoir donné au pays un président (Woodrow Wilson, 1912-20) et un vice-président (Hubert Humphrey, 1965-73). Lord Bryce, Simeon Baldwin furent président de l'APSA³⁷ tandis que Harry Truman en fut un membre à vie et fut régulièrement invité à s'exprimer à l'occasion du congrès annuel. Des politistes sont parfois élus au Sénat ou à la Chambre des Représentants ou occupent des postes d'influence (exemples historiques : Paul Reinsch, ambassadeur des Etats-Unis en Chine, Henry Kissinger, secrétaire d'État, Francis Wilcox, assistant secrétaire d'État auprès des organisations internationales, Daniel Patrick Moynihan et Jeane J. Kirkpatrick, ambassadeurs à l'ONU, John A. Perkins, sous-secrétaire d'État à la Santé, Matthew Holden, commissaire auprès de la Commission de Régulation de l'Énergie, Donna Shalala, assistant secrétaire pour le développement

³³ Lipset S.M., Ladd C.E., *The Divided Academy, Professors and Politics*, The Carnegie Commission on Higher Education, 1975, p. 69.

³⁴ Comparée à des disciplines comme la sociologie ou l'histoire, la science politique ne compte en effet dans ses rangs que très peu de membres radicaux (une référence sur ce thème : Wolfe A., Surkin M., eds, *An End to Political Science*, New York, Basic Books, 1970).

³⁵ Entretien du 20 juillet 1997 avec Paul Thomas.

³⁶ Entretien avec Debra Morris, Université de Virginie, le 13 avril 1998.

³⁷ Lord Bryce était historien anglais, juriste et homme d'Etat, ambassadeur à Washington DC de 1907 à 1913. S. Baldwin fut gouverneur du Connecticut.

des politiques publiques, Ralph Bunch, sous-secrétaire aux affaires politiques spéciales auprès des l'Organisation des Nations Unies, etc....³⁸). Autres exemples de figure publique : Samuel Huntington est réputé pour ses activités de conseil auprès du gouvernement, Stanley Hoffman intervient fréquemment dans les médias et signe souvent des articles dans la *New York Times book review*. Enfin, Richard Neustadt - dont l'ouvrage classique, *Presidential Power* (1960) fut, il paraît, le livre de chevet du président John F. Kennedy -, parlait avec une familiarité révélatrice de ce qui se passe dans les plus hautes sphères du gouvernement.

Les politistes peuvent parfois être directement sollicités pour leurs expertises comme tout récemment lors du procès en destitution du président Clinton³⁹, et de manière générale pour donner leur avis à l'occasion de procès mettant en cause par exemple des découpages électoraux suspicieux⁴⁰. Ils écrivent aussi à l'occasion dans des revues non professionnelles, donnent leur opinion aux médias sur des faits politiques (les journalistes les appelant alors directement selon leurs spécialités).

Les résultats de notre enquête ont montré que les politistes s'investissent essentiellement dans les campagnes politiques ou au sein des partis politiques (concerne treize

personnes de l'échantillon), en donnant de l'argent pour les partis (onze personnes), en s'investissant dans la politique locale (sept personnes), via des activités de conseil (sept personnes), en écrivant à l'occasion des articles ou éditoriaux (cinq), *via* leur recherche (deux réponses). Sept personnes ont évoqué leurs diverses activités en faveur de la communauté (enseignement bénévole, adhésion à des associations civiques...). Une seule a déclaré avoir travaillé pour le gouvernement américain. Quinze personnes (c'est-à-dire un tiers de l'échantillon) ont répondu n'être actives ni politiquement ni socialement de manière significative (c'est à dire autrement qu'en votant ou en ayant des discussions politiques avec amis et famille). Enfin, sept politistes ont évoqué dans leurs réponses l'intérêt qu'ils portaient à l'échange avec leurs étudiants et leurs efforts pour encourager chez eux le sens civique et les valeurs citoyennes. On n'observe pas de différence particulière entre les femmes et les hommes sur l'ensemble de ces résultats.

L'attrait des politistes pour la « politique réelle » est, quoiqu'il en soit, devenu de moins en moins systématique. Au moment de la création de l'APSA, étudier le politique et faire de la politique allaient souvent de pair (en 1904, trois cinquièmes des membres du premier comité directeur de l'APSA sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans des activités publiques et politiques). La période de la seconde guerre mondiale est tout à fait particulière et marquée par un engagement en masse des politistes dans les affaires du pays⁴¹. Depuis cette époque, et mis à part l'agitation intense des années 1960, de moins en moins de politistes se sont investis dans la vie politique ou ont tenté de donner à leur recherche un côté pratique, en raison particulièrement de la professionnalisation des disciplines académiques. Ainsi, comme l'écrivait récemment un journaliste australien les « *academics* » férus de politique et passionnés par les débats publics se sont progressivement effacés au profit d'une re-

38 Kirkpatrick E., "The public side of political science", *PS: Political science and politics*, été 1981, p. 597-602. La liste qu'il a établie des politistes ayant occupé un poste important comporte ainsi des dizaines de noms.

39 Pour un compte rendu des témoignages faits par cinq politistes entre novembre et décembre 1998, lire *PS*, mars 1999, p. 24-27. Cinq membres de l'APSA dont le président Matthew Holden ont en effet été invités à donner leur avis sur la procédure de *V impeachment*.

40 Plusieurs facteurs expliquent pourquoi les politistes comme leurs collègues des autres sciences sociales font de plus en plus des apparitions dans les cours de justice : l'extension sans fin des domaines régulés par le gouvernement, la sophistication croissante des sciences sociales, la complexité de plus en plus poussée de textes et statuts administratifs... Cf. Grofman (B.), "Political science goes to court", *PS: Political science and politics*, été 1985, p. 538-544.

41 Wilcox (F.O.), "Some remarks about the relationships between political science and government service", *PS: Political science and politics*, été 1978, p. 332-335.

cherche aseptisée⁴². Et Jonathan Cohn de préciser à propos de l'une des stars de la discipline, Kenneth Shepsle : « *Hormis une brève intervention il y a une dizaine d'années lors des informations de la chaîne ABC, son curriculum vitae long de douze pages et ses presque trente ans de carrière sont vides de toute prise de position publique* »⁴³.

Faut-il en conclure que la science politique s'est intégralement coupée du « monde réel », des préoccupations plus concrètes de la société ? De façon récurrente, les politistes américains s'interrogent sur la finalité et le bien fondé de leurs recherches. « *Au cours des dernières années, constatent deux d'entre eux, il semble que nous nous soyons égarés à chercher "comment" étudier les faits politiques plutôt qu'à savoir ce que nous devions étudier. Nous sommes devenus les adeptes de la manipulation des données empiriques mais avons laissé derrière nous les raisons pour lesquelles nous recherchons la connaissance du politique. À travers cet intérêt pour les informations quantifiables, nous avons fait sortir le politique de la science politique* »⁴⁴.

Par exemple, 43,75% des politistes interrogés pensent que leur discipline est effectivement trop éloignée des questions et problèmes saillants de leur société. Pour 29,15% elle l'est partiellement. Seuls 27 % d'entre eux estiment donc que la recherche conduite en science politique américaine a conservé un lien avec le monde qui l'entoure. Nombre de ceux qui ont répondu au questionnaire évoquent néanmoins une différence nette entre les universités d'élite et les autres, les premières incitant à la spécialisation et étant plus versées dans la « fabrication » de paradigmes sophistiqués et la *jargonisation*. En outre, et comme le soulignent la plupart des personnes interrogées,

en raison de l'extraordinaire diversité et productivité de la discipline, il est crucial de distinguer entre les différents domaines de recherche de la discipline.

Quels sont les travaux qui aujourd'hui « s'exportent » hors du cadre de l'université ? Comme l'exprime sous forme de plaisanterie un chercheur de l'Université de Texas A&M « *nommez-moi trois contributions majeures de la théorie des choix rationnels à la discipline ? OK, nommez en une !* ». En effet, les recherches menées dans le cadre de la théorie des choix rationnels mais aussi les champs de la théorie politique⁴⁵, des relations internationales sont considérés comme étant bien plus en retrait que par exemple l'analyse des politiques publiques et les enquêtes menées sur l'opinion publique. Le congrès de l'APSA en 1999 et un numéro spécial de la revue *PS* ont permis de souligner l'impact non négligeable de divers travaux comme par exemple ceux portant sur la formation et la désintégration des gouvernements (étude sur les coalitions politiques, les systèmes de partis, le rôle des institutions⁴⁶). Henry E. Brady a rappelé aussi le rôle joué par les enquêtes statistiques conduites depuis les années 1960 ayant par exemple permis une meilleure compréhension de la participation politique, de la dynamique des primaires, de l'adhésion aux valeurs démocratiques notamment dans les pays de l'ex bloc communiste⁴⁷. Dans le domaine des relations internationales, certaines recherches comme cel-

⁴² Cohn (J.), "Theory vs. politics", *The Australian*, mercredi 27 octobre 1999.

⁴³ *Ibidem*, p. 30.

⁴⁴ Theodoulou S.Z., O'Brien R., *Methods for Political Inquiry, the Discipline, Philosophy and Analysis of Politics*, New Jersey, Prentice Hall, 1999, p. 9-10.

⁴⁵ En ce qui concerne la théorie politique, consulter les travaux de John G. Gunnell, notamment *The Descent of Political Theory, The Genealogy of an American Vocation*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1993, ainsi que sa récente contribution au congrès de l'Association : "Politics and the American scholar : or anything you can do, I can do meta", disponible sur le site Internet de l'Université de Harvard à l'adresse suivante : <http://pro.harvard.edu/abstracts>.

⁴⁶ Pour plus de détails lire l'article de Michael Laver, "Government formation and public policy", *PS : Political science and politics*, mars 2000, p. 21-23.

⁴⁷ Brady H., "Contributions of survey research to political science", *PS : Political science and politics*, mars 2000, p. 47-55.

les portant sur les comportements dits stratégiques (d'ailleurs souvent conduites par des politistes ayant également travaillé pour la *Rand Corporation*⁴⁸ tels que Bernard Brodie, Albert Wohlstetter ou William Kauffman), sur le célèbre thème de la paix démocratique aujourd'hui largement repris par les médias, la classe politique et l'opinion publique ou encore les modèles particuliers comme FACTIONS (modèle permettant de faire des prévisions par rapport à des événements politiques à l'étranger en utilisant à la fois les données d'experts et la modélisation formelle), constituent d'autres exemples d'une recherche appliquée.

C'est néanmoins le domaine d'étude des politiques publiques qui a le plus la faveur des médias et des politiques. Harry Eckstein, a écrit un article tout à fait éclairant sur ce point⁴⁹. H. Eckstein souligne tout d'abord l'existence d'écoles spécialisées sur les affaires publiques (*Schools of Public Affairs*), que certains considèrent comme le pendant universitaire des *think tanks*, et qui croissent depuis les années 1980 comme des champignons (les plus réputées d'entre elles sont la Kennedy School of Government rattachée à l'Université de Harvard, la Woodrow Wilson School à Princeton, la Maxwell School à Syracuse...). L'étude des politiques publiques et de la morale publique sont incontestablement des sujets à la mode. Sur ce point, Peter Eisinger, président de la section « Public Policy » à l'APSA et enseignant à

Wayne State University, rappelle que l'étude des politiques publiques est un champ relativement récent et le plus interdisciplinaire de la science politique. C'est aussi celui qui est le plus orienté vers l'action : « *C'est ce côté rapport avec le monde réel que j'aime dans l'étude des politiques publiques, un rapport que le reste de la discipline a perdu, s'exclame Peter Eisinger, l'idée que l'expertise, les modèles, les théories du chercheur doivent être mises à contribution pour améliorer la politique* »⁵⁰.

Cependant, ayant lui-même travaillé pour des agences gouvernementales, H. Eckstein sait que les idées académiques y sont rarement prises vraiment au sérieux (du moins dans une perspective concrète). Dans de nombreux domaines, les acquis des chercheurs sont trop embryonnaires ou éloignés des préoccupations des décideurs politiques pour qu'ils puissent en faire une utilisation qui ne soit pas de la charlatanerie. Les logiques de ces deux domaines obéissent de plus à des critères distincts : une gestion différente du temps, un souci de précision et d'exactitude scientifique plus ou moins aigu, le dénigrement des théories dans les sphères décisionnelles handicapent leur coopération⁵¹. Comme l'exprime avec humour une politologue, les mots suivants sont à bannir

⁴⁸ La Rand Corporation est un institut de recherche à but non lucratif situé à Santa Monica et fondé en 1948. Elle est financée à la fois par des fonds publics (locaux ou nationaux) ainsi que par des fondations et corporations. Son objectif premier est de conseiller les décideurs politiques et les leaders du secteur privé grâce aux travaux de chercheurs venant de différentes disciplines, et ce dans deux domaines principaux : les questions de sécurité nationale (planification, organisation et soutien des forces militaires, études des forces stratégiques et tactiques, relations entre pouvoir politique et stratégie militaire...), et les sujets de politique intérieure comme la santé, l'éducation, les transports, la discrimination raciale, la pauvreté, le logement, la pollution...

⁴⁹ Eckstein H., "More about applied political science », *PS*, mars 1990, p. 54-56.

⁵⁰ Entretien au téléphone avec Peter Eisinger le 15 avril 1999. La section Politique Publique présente en ces termes ses objectifs : « *promouvoir le développement de l'application de la science politique aux problèmes politiques importants* ». Selon le célèbre critique de la science politique américaine David Ricci, le champ de l'étude des politiques publiques est l'incarnation immédiate et évidente des obligations que croit devoir remplir la discipline : servir une société démocratique en produisant un savoir pouvant être utilisé pour discuter des problèmes politiques urgents, Ricci D., *The Tragedy of Political Science, Politics, Scholarship and Democracy*, New Haven, Yale University Press, p. 101.

⁵¹ Herspring D.R., "Practitioners and political scientists", *PS: Political science and politics*, septembre 1992, p. 554-558. Suit dans ce même numéro un article de Richard W. Waterman et B. Dan Wood ("What do we do with applied research ?") qui présente les apports d'analyses développées par les politistes sur la bureaucratie (et le cas bien précis de la dérégulation dans l'industrie des poids lourds).

de son langage si l'on est impliqué dans une campagne présidentielle : « concepts épistémiques de la démocratie », « modèles logistiques multivariés », « exogénéité », « hégémonie », « rationalité collective »,...⁵².

Si les spécialistes de la science politique ne peuvent ainsi qu'avec difficulté remplir une mission d'experts, en revanche leur engagement plus général en faveur de la démocratie libérale singularise toujours la question de leur rapport aux valeurs. C'est ce qu'illustre notamment le cas de l'éducation civique.

Dans un premier temps, il faut rappeler que de nombreux auteurs ont accusé la discipline de partis pris implicites. C'est le cas en particulier de Bernard Crick dans *The American Science of Politics*⁵³, dont la thèse, celle d'une imbrication forte entre libéralisme américain et science politique américaine fit date. Elle fut fortement remise en cause par Samuel Huntington dans un article publié en 1988 dans la revue américaine de science politique⁵⁴ pour qui la discipline se doit de véhiculer une morale et contribue ainsi à l'émergence ou la consolidation des institutions démocratiques. En réalité, ce débat opposant B. Crick à S. Huntington révèle l'existence d'une tension constante entre deux engagements contradictoires, entre deux impératifs inconciliables : la science pure, objective, neutre et la défense d'un idéal démocratique. Thèse d'ailleurs développée avec force conviction par David Ricci dans un ouvrage évoquant la tragédie vécue par la science politique⁵⁵ : d'un côté les injonctions permanentes en faveur d'une étude scientifique de la vie publique ont

motivé l'élaboration et l'adoption de techniques scientifiques (cf. paradigme du behaviorisme et de la théorie des choix rationnels). Mais, simultanément, l'attachement de la grande majorité des chercheurs aux valeurs de la démocratie libérale s'est traduit par l'affirmation normative d'un idéal politique.

La prééminence des valeurs libérales dans la science politique américaine est en effet visible à bien des niveaux. Elles forment le socle de la réflexion en théorie politique. Elles ont longtemps légitimé la recherche sur les régimes politiques (exemple des *community power studies*). Elles expliquent aussi sans doute le peu d'intérêt traditionnellement apporté au concept d'Etat. Les valeurs libérales ne sont remises en cause et discutées pratiquement que dans le cadre de la théorie politique, domaine de recherche qui est loin d'occuper une place reconnue au sein de la discipline.

Aujourd'hui c'est principalement autour du thème de l'éducation civique, qui semble être un nouveau cheval de bataille de la discipline, que l'on retrouve l'idée d'une science politique engagée en faveur des idéaux démocratiques américains.

L'éducation civique et l'engagement communautaire

Comme l'écrit Stephan T. Léonard, la mission éducative de la science politique académique fut dès le départ étroitement liée avec les projets de réformes du système politique américain⁵⁶. C'est ainsi que dans l'esprit des premiers dirigeants de l'APSA, la raison d'être de la recherche en science politique devait tout naturellement être la consolidation des institutions et de leur pays. De la même façon, la création de départements de science politique indépendants était justifiée par le fait que ces nouveaux programmes allaient pouvoir contribuer à l'éducation civique des jeunes adultes et donc à soutenir la démocratie.

⁵² Kamarck E.C., "Political scientists in presidential campaigns", *PS: Political science and politics*, septembre 1990, p. 429-430.

⁵³ Crick B., *The American Science of Politics, Its origins and condition*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1959.

⁵⁴ Huntington S.P., "One soul at a time : Political science and political reform", *American political science review*, 82, 1988, p. 3-9.

⁵⁵ Ricci D., *The Tragedy of Political Science. Politics, Scholarship and Democracy*, op. cit.

⁵⁶ Leonard S.T., "The pedagogical purposes of political science", in Farr J., Dryzek J.S., Leonard S.T., *Political Science in History, Research Programs and Political Traditions*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 76.

C'est dans cette logique que F. Goodnow, premier président de l'APSA, mit sur pied une commission relative à l'instruction (d'abord intitulé le *Committee on Instruction* puis à partir de 1904 la *Section on Instruction in Political Science*) présidée par W. A. Schaper et chargée d'une mission bien particulière : découvrir les ingrédients d'une solide formation citoyenne et démocratique. Le premier travail de ce comité fut la rédaction d'un rapport tentant de faire le point sur l'étendue des connaissances des jeunes sur le politique (*Ce que les étudiants connaissent sur le gouvernement américain avant de suivre des cours de science politique à l'université*⁵⁷). Le résultat fut plutôt alarmant : la plupart des étudiants des collèges (universités sans programmes doctoraux) et écoles publiques ignoraient tout du fonctionnement de leur gouvernement, tandis qu'une majorité des employés du service public n'étaient pas familiers avec les résultats produits par les sciences sociales. Il apparut à partir de là crucial de promouvoir l'enseignement du fonctionnement du régime politique américain pour qu'*m fine* « puisse être exigé de chaque candidat à un diplôme universitaire un minimum de connaissance sur ce sujet »⁵⁸.

À partir de cette époque, l'Association instituera comités, sous-comités, commissions spéciales, et produira des recommandations concernant l'enseignement de l'instruction civique et du politique. C'est ainsi que récemment, en 1996, prenant acte d'un consensus grandissant relatif à la nécessité de favoriser l'engagement civique, la présidente de l'Association, Elinor Ostrom, a formé un *Task Force on Civic Education*. Ce dernier a précisé en 1998 dans son rapport que son objectif était de faire en sorte que l'enseignement en science politique promeuve « la motivation et les compétences en faveur d'un engagement actif dans réso-

lution de problèmes publics »⁵⁹. Ses quinze membres estiment que le niveau actuel de connaissance, d'engagement et d'enthousiasme politiques sont si bas qu'ils menacent la vitalité et la stabilité de la démocratie aux États-Unis. Le comité se propose d'analyser et de rendre compte de la désaffection croissante pour l'engagement politique tout en cherchant des moyens pédagogiques pour y remédier. Une table ronde réunissant des politistes particulièrement concernés par cette question (trois d'entre eux font justement partie du Task Force on Civic Education) s'est tenue à l'occasion du dernier congrès de l'Association : « *Roundtable on political engagement and political science education : Where Are, and Where Do We Need to Be ?* », présidée par Grant Reeher, et animée par Benjamin R. Barber, Jean Bethke Elshtain, William A. Galston, Elinor Ostrom, Robert D. Putnam, et Theda Skocpol. Elinor Ostrom en a profité pour rappeler que l'une des implications les plus concrètes que la science politique pouvait avoir aujourd'hui était le développement de la réflexion sur les conditions permettant aux enseignants en science politique de promouvoir la citoyenneté. Theda Skocpol souligna quant à elle que les examens académiques traditionnels pouvaient tout à fait être remplacés par une expérience concrète suivie d'une réflexion rigoureuse sur l'engagement social (service à la communauté par exemple). Idées reprises avec force par Benjamin Barber pour qui la discipline devrait définitivement être plus engagée. Avec humour il a aussi rappelé que pendant que les universitaires, au nom de l'objectivité et de la neutralité de la recherche, s'étaient recroquevillés sur leurs campus, ils avaient par la même occasion permis que l'université soit envahie par la société et ses valeurs. En particulier, on a assisté selon lui à une véritable privatisation de l'université amenant les professeurs à considérer leurs étudiants comme des consommateurs, et la recherche à être de plus en plus fréquemment de nature privée. Dès lors, ce n'est plus tant la question de l'engagement de la discipline par rapport au reste de la société qui se pose, que celle,

⁵⁷ Cf. Schaper W.A., "What do students know about American government before taking college courses in political science ?", *Proceedings of the APSA*, 2, 1905, p. 207-228.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ Robinson T., "Service learning as justice advocacy : can political scientists do politics ?", art. cité.

symétrique, de l'infusion progressive des valeurs sociétales dans le monde universitaire.

D'une manière générale, c'est donc sur un mode assez complexe que s'analyse le rapport entre engagement et recherche dans le cadre de la science politique américaine. « L'illusion du non-engagement » nous semble rendre compte en partie de la recherche politologique outre-Atlantique. Mais ceci de façon assez subtile car, d'une certaine façon, le consensus largement prévalent autour des valeurs libérales explique aussi sans doute le peu de débats philosophico-politiques que produit la discipline. D'ailleurs, l'une des controverses les plus fameuses qu'ait connue la science politique américaine fut lancée par Leo Strauss dans les années 1960. Regrettant la césure qui s'était opérée entre la science et la philosophie politique, il accusait la première de se considérer comme la seule voie conduisant à la connaissance véritable du politique. Selon celui qui fut, à n'en pas douter, l'un des pourfendeurs les plus assidus de la science politique : « *Tout comme la science naturelle tient debout par ses propres forces, et fournit tout au plus et sans le vouloir des matériaux pour les spéculations des philosophes de la nature, la science politique tient debout par elle-même, et donne tout au plus et sans le vouloir des matériaux pour les spéculations des philosophes politiques* »⁶⁰.

Enfin, en tant qu'« experts », même dans une société dominée par des philosophies néo libérales qui favorisent ce type de positions, les politistes américains ont encore du chemin à parcourir pour faire valoir de manière crédible leurs travaux auprès des politiques, des médias et du public en général. Dans ces conditions une refonte des logiques de recrutement et de l'avancement académiques apparaît à certains une étape nécessaire pour faciliter un engagement plus systématique et décisif. Selon un politologue de New Mexico State University ayant ré-

pondu au questionnaire, sept pistes pourraient être explorées :

- repenser le système de la titularisation,
- prendre position pour une loi qui exigerait la possession d'un doctorat en science politique pour certains types d'emplois gouvernementaux,
- élargir le nombre et le type de revues dans lesquelles peuvent être publiés des articles qui seront valorisés pour une éventuelle titularisation,
- diversifier les récompenses offertes par l'Association pour permettre la reconnaissance des essais, des débats contemporains...,
- encourager l'apparition de nouvelles revues traitant de questions politiques contemporaines,
- faire en sorte que l'Association sponsorise une revue qui fasse le point, tous les deux ans, sur chaque domaine de recherche pour évaluer les idées nouvelles qui y ont été produites ainsi que leur pertinence par rapport au monde contemporain,
- encourager des débats polémiques au sein de la discipline du type : quels chapitres de la discipline pourraient sans mal être retirés des manuels (lui-même propose celui de la socialisation politique !).

Il est en outre assez révélateur de constater que peu de politologue parmi les 48 interrogés ont évoqué le problème de la politisation de la recherche. Un seul l'a soulevé de façon très explicite, deux ont fait référence aux errements du passé. A noter que sept ont souligné en répondant à la troisième question⁶¹ que l'engagement devait se faire uniquement de façon individuelle et surtout que près de quinze d'entre eux ont, d'une façon ou d'une autre, fait référence à leurs compétences particulières de chercheurs qui seules les autorisaient à émettre des avis, se rapprochant ainsi du principe wébérien de neutralité axiologique. Comme l'exprime par exemple un chercheur de Citadel University : « *les observateurs que nous sommes ne devraient pas, en revanche, exploiter leur*

⁶⁰ Strauss L., *Qu'est ce que la Philosophie Politique ?*, Paris, PUF, 1992 [1959], p. 19.

⁶¹ « *De quelle façon la science politique et les politologues pourraient être davantage impliqués dans les débats politiques et sociaux contemporains ?* ».

position à des fins politiques ». Enfin, un professeur de relations internationales de Elizabeth Town College en Pennsylvanie a déclaré que, selon lui, la recherche était déjà beaucoup trop politisée en raison de l'invasion des idées et préceptes « politiquement corrects ». Le thème des dangers inhérents à une recherche plus appliquée a d'ailleurs été évoqué à plusieurs reprises (par rapport au financement de la recherche notamment et lors du rappel des relations existant entre science politique et démocratie libérale).

Il reste que les revues prestigieuses de la profession publient prioritairement des articles aux méthodes et aux raisonnements jugés « scientifiques ».

Certes de l'avis d'un nombre croissant de politistes américains, les travaux contemporains de la discipline demeurent trop souvent hermétiquement cantonnés à des aires de spécialisation de plus en plus pointues et de plus en plus nombreuses, mais ce qui est sûr, c'est que dans leur majorité, les chercheurs américains ne s'adonnent qu'avec réticence à des débats polémiques plus généraux.

Aussi peut-on conclure avec ce spécialiste de la politique comparée d'Oberlin College : « *La science politique aux Etats-Unis est comme un iceberg : 90% des travaux sont submergés et évitent de mettre en question la nature du pouvoir politique* ».